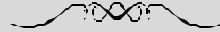


REPUBLIQUE DU TCHAD

Unité-Travail-Progrès

COMITE TECHNIQUE NATIONAL DE SUIVI ET DE CONTROLE



Projet de Développement Pétrolier



RAPPORT TRIMESTRIEL No 2

Deuxième trimestre 2001

RAPPORT TRIMESTRIEL N°2

Ce rapport, qui couvre la période d'Avril à Juin 2001, est établi par le Secrétariat Exécutif du Comité Technique National de Suivi et de Contrôle (CTNSC). Il présente l'état actuel du projet ainsi que les informations sur les activités en cours. Il s'inscrit dans le cadre de nos accords avec nos partenaires, le Consortium représenté par Esso Tchad et le Groupe de la Banque Mondiale.

Ce rapport décrit:

- Le démarrage des activités de terrain opérés par ESSO et ses contracteurs;
- Les réunions de travail et de concertations tenues entre les différents partenaires du projet ;
- Le suivi et le contrôle du projet pétrolier de Doba, le suivi des impacts environnementaux, le suivi des impacts sociaux, l'intervention rapide des améliorations des infrastructures et autres mesures, le renforcement des capacités institutionnelles du CTNSC, le renforcement des capacités institutionnelles de la Direction du Pétrole, l'appui à la coordination Nationale, la communication, la gestion du secteur pétrolier, la réglementation environnementale et sociale du secteur, le système de gestion des informations du secteur pétrolier.

Le CTNSC est responsable du suivi et du contrôle des impacts environnementaux et sociaux du Projet Pétrolier de Doba. Il est responsable aussi de suivre, et contrôler la mise en œuvre du Projet de Renforcement des Capacités de Gestion du Secteur Pétrolier - Crédit IDA N° 3373 –CD.

TABLE DE MATIERES

RAPPORT TRIMESTRIEL N°2	2
TABLE DE MATIERES	3
RESUME DE L'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2001	6
Tableau récapitulatif des consultations effectuées durant le deuxième trimestre 2001	9
SUIVI ET CONTROLE DU PROJET PETROLIER DE DOBA	11
Phase I (1 ^{er} avril 2001- 30 mars 2002)	12
Phase II (1 ^{er} avril 2002- 30 mars 2006)	12
SUIVI DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DU PROJET PETROLIER	13
Mise en conformité et situations de non conformité de l'environnement relevées durant le trimestre	13
<i>Situation de non conformité de niveau I : 111</i>	13
<i>Situation de non conformité de niveau II : 20</i>	14
<i>Situation de non conformité de niveau III : 0</i>	14
SUIVI DES IMPACTS SOCIAUX DU PROJET PETROLIER	15
Sécurité des populations	15
Compensation des riverains (champs pétroliers et oléoduc)	15
Sécurité des travailleurs nationaux travaillant pour le Consortium	16
Consultations avec les villageois, la société civile et les autorités locales.....	16

INTERVENTION RAPIDE D'AMELIORATION DES INFRASTRUCTURES ET AUTRES MESURES 17

Etude de planification urbaine de Doba, Bébédjia et Moundou..... 17

Construction de marchés publics, d'abattoirs et d'un marché aux bestiaux (à Doba et Bébédjia) 17

Assainissement eaux pluviales et collecte d'ordures (Doba et Bébédjia)..... 17

Renforcement de la production d'eau potable (Doba) 17

Campagne de forages ruraux 17

Campagne de prévention MST/SIDA 18

Promotion de la gestion durable des forets 18

Fonds d'Actions Concertées et d'Initiatives Locales (FACIL) 18

Plan de Développement Régional (PDR)..... 18

RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU CTNSC 19

Recrutement des agents du CTNSC..... 19

Formation des agents du CTNSC..... 19

Réhabilitation et extension des bureaux 19

Equipement des bureaux, matériels informatiques et véhicules 19

Assistance technique au CTNSC 19

Panel Consultatif International 20

Système d'information de gestion de l'environnement (EMIS) 20

Réponse en cas de déversement d'hydrocarbures..... 20

Suivi socio-démographique des populations 20

RENFORCEMENT DE LA CAPACITE INSTITUTIONNELLE DE LA DIRECTION DU PETROLE.....21

Experts en Ingénierie et Pétrole 21

Conseillers Juridiques et Financiers 21

Auditeurs des partenaires privés et étude sur le prix du brut 21

APPUI OPERATIONNEL A LA COORDINATION NATIONALE22

COMMUNICATION.....23

Information et Sensibilisation des Populations sur la Migration..... 23

Autres Actions de Consultation et de Communication..... 23

GESTION DU SECTEUR PETROLIER24

REGLEMENTATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DU SECTEUR PETROLIER25

SYSTEME DE GESTION DES INFORMATIONS DU SECTEUR PETROLIER.....26

RESUME DE L'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2001

Contexte et problématique des activités de suivi et de contrôle

Avec l'appui du Groupe de la Banque Mondiale, le Gouvernement Tchadien met en œuvre un projet intitulé « Renforcement des Capacités de Gestion du Secteur Pétrolier ». Dans le cadre de ce projet dont l'exécution est confiée au CTNSC et à la Direction du Pétrole, un accord de crédit N° 3373-CD a été signé le 7 juillet 2000 entre la République du Tchad et l'IDA. La mise en vigueur de cet accord est intervenue le 23 mai 2001. Mais jusqu'à présent, la composante gestion du secteur pétrolier éprouve encore des difficultés de démarrage car l'équipe en charge de son exécution est en train d'être mise en place. En outre, les responsables tchadiens du projet sont toujours en discussion avec ESSO Tchad pour l'octroi des facilités sur le site au profit du personnel du CTNSC et de la Direction du Pétrole.

Sur le terrain, la mise en œuvre du Projet d'Exportation Tchadien par ESSO se poursuit de façon intensive tandis que les activités de suivi et de contrôle de l'exécution physique du projet pétrolier par l'équipe gouvernementale se déroulent à un rythme lent. On constate que les activités prioritaires ont pris un retard important et cela concerne spécifiquement : la sélection du personnel national permanent, l'extension des bureaux de la Coordination Nationale et du CTNSC, l'acquisition des équipements (véhicules, ordinateurs, matériel de bureaux), l'assistance technique par un panel d'experts reconnus dans les domaines environnementaux et sociaux, dans le domaine pétrolier, dans le domaine des audits des comptes des partenaires privés, dans le domaine des études du prix du brut, dans le domaine du système de gestion de l'information environnementale, etc., l'intervention rapide d'amélioration des infrastructures et autres mesures d'urgence.

Les paragraphes qui suivent donnent un aperçu de l'état d'avancement des activités majeures menées par le consortium et ses sous traitants ainsi que celles menées par le CTNSC dans ses attributions de suivi et de contrôle.

Activités de construction

Amélioration des routes et développement des puits de pétrole

Les améliorations des routes ont débuté au croisement du pont sur la M'Béré où l'on a commencé à couler les supports du côté Tchad. Afin de permettre le passage en toute sécurité de la circulation dans les deux sens, la route sera élargie jusqu'à 15 mètres, à divers endroits, pour des raisons de sécurité et aussi environnementales. Mais, il se pose actuellement le problème de déviation routière dans les villages (15 à contourner). Les villageois veulent bénéficier des avantages économiques que la route apportera et souhaitent également recevoir une compensation en échange des terres nécessaires pour élargir ou améliorer la route.

Les 50 premiers emplacements de puits de pétrole ont été choisis en vue des forages à réaliser au cours de la première année. Deux emplacements de puits sont terminés ; la construction de 5 emplacements de puits supplémentaires est en cours.

Approvisionnement des équipements et de matériels de construction destinés au Tchad

En vue de la phase de construction et de forage, les convois de camions transportent vers la zone de développement des champs pétroliers les tubes, les équipements de terrassements, les camps préfabriqués et autres matériels. La liaison nécessaire à l'écoulement de ce trafic est dans un état lamentable due à une circulation plus lourde et surtout à un défaut de mesures d'aménagement. Son insuffisance de structure nécessite des grandes améliorations.

Situation de la compensation au Tchad

La phase de compensation pour le tracé du pipeline, les installations des champs pétroliers a été achevée il y a plusieurs années. Pour l'emprise du pipeline, les compensations ont toutes été versées. Les paiements associés à l'emprise routière et aux emplacements des puits viennent juste de commencer.

Plans des contractants

Au cours de ce trimestre, ESSO TCHAD a soumis pour examen au CTNSC, une série de plans exigés par les PGE couvrant les protections socio-économiques et environnementales élaborées par un des contractants en l'occurrence David Terrassement (plan de prévention et réponse aux déversements accidentels, plans socio-économiques, ses avenants et annexes).

Programme de suivi et rapports de conformité au PGE

Dans le cadre du PGE, aucune situation sérieuse de non conformité n'a été consignée ce trimestre.

Programme d'assistance et d'amélioration de la santé de la communauté

Les premières étapes du Programme d'Assistance et d'Amélioration de la santé de la communauté au Tchad (prévu dans le Plan de Gestion de l'Environnement) sont marquées par :

- La livraison d'une unité Vidéo Mobile au Programme National de Lutte Contre le SIDA (PNLS) pour le programme d'Assistance Nationale,
- L'élaboration d'un plan de soutien au programme d'éradication de la malaria,
- La fourniture en don d'un congélateur et d'un réfrigérateur qui fonctionnent au kérosène au profit de l'Hôpital du District Sanitaire de Bébédjia, la dotation en médicaments contre la tuberculose et la prise en charge intégrale des frais de formation de 30 agents de santé tchadiens pour étudier au Centre de Formation Sanitaire de Moundou.

Activités de suivi et de contrôle

Les activités de suivi et de contrôle des aspects environnementaux du projet sont menées actuellement par le Superviseur sur site du CTNSC qui est mobilisé sur le terrain depuis le 21 Mai 2001 et qui reçoit l'appui ponctuel de quelques membres du CTNSC. La présence sur le site du Superviseur du CTNSC se poursuivra pendant la durée de construction ainsi que pendant les deux premières années de production. Mais, il importe de signaler le retard dans le recrutement du reste du personnel du projet et la mise à disposition des locaux au niveau du chantier par ESSO Tchad. Au vu de l'ampleur des actions programmées par ESSO Tchad pour les prochains mois, il est impératif que l'équipe sur site se mette en place et devienne opérationnelle au plus tard à la mi-septembre 2001, afin d'apporter une assistance au Secrétaire Exécutif et au Superviseur sur site qui sont déjà submergés à ce stade préliminaire de la préparation du projet.

Par ailleurs, , il est important d'apporter une bonne clarification sur l'emploi des fonctionnaires au niveau du projet.

Mise en œuvre des mesures d'urgence

Des appels d'offres ont été lancés et analysés. Ils concernent l'assistance technique pour les études de faisabilité et supervision des travaux de construction d'infrastructures publiques (marchés, abattoirs, marché à bétail), l'étude de planification urbaine de Doba, Bébédjia et Moundou, l'étude et la supervision des travaux de construction d'infrastructures eau, assainissement et déchets urbains à Doba et Bébédjia. Le CTNSC va négocier avec les Bureaux d'études qualifiés, les contrats relatifs à ces prestations au courant du mois de Septembre 2001. Cependant, la mise en exécution de ces contrats ne sera effective qu'en Octobre 2001.

Une convention entre le CTNSC et la Cellule de Coordination du Projet Population et Lutte contre le SIDA (PPLS) pour une campagne de prévention contre le SIDA dans la zone pétrolière a été signée avec l'avis de non objection de la Banque Mondiale. Des séances de travail ont eu lieu avec l'équipe du PPLS pour lancer les premières activités de terrain prévues pour fin Août 2001.

Une autre convention entre le CTNSC et l'Agence pour l'Energie Domestique et l'Environnement (AEDE) pour l'étude d'un plan de gestion participative des ressources forestières dans la zone pétrolière a également été signée avec l'avis de non objection de la Banque Mondiale. Une mission d'identification et d'analyse de la situation forestière et socio-économique dans les cantons de la zone pétrolière est entrain d'être menée par une équipe technique de l'AEDE. Les résultats de cette mission sont attendus pour fin Septembre 2001.

Equipements et fournitures

L'appel d'offres international pour l'acquisition des véhicules a été lancé et analysé et le contrat a été attribué à une entreprise nationale SOGED – Centrale d'Achats dont l'offre a été évaluée la moins disante et répondant aux critères et spécifications techniques demandées et conformes au dossier d'appel d'offres. La livraison des véhicules est attendue pour fin Novembre 2001.

Pour ce qui concerne le matériel informatique, l'appel d'offres international a été aussi lancé et analysé et le marché a été attribué à CONNECT TCHAD, N'Djaména, dont la proposition a été évaluée la moins disante et répondant aux critères et spécifications techniques demandées et conformes au dossier d'appel d'offres. L'acquisition et l'installation du matériel informatique est prévue pour septembre/octobre 2001.

Des mobiliers temporaires de bureau ont été livrés à la Coordination Nationale et au CTNSC. Un dossier complet d'appel d'offres en besoin de mobiliers sera finalisé par le CTNSC et envoyé à la Banque Mondiale pour non objection avant la fin du mois de septembre 2001.

Durant le deuxième trimestre 2001, les responsables tchadiens du projet ont tenu de nombreuses séances de travail dans le but de faire avancer la mise en œuvre du projet. Le tableau récapitulatif suivant résume les dates des rencontres effectuées durant le deuxième trimestre.

Tableau récapitulatif des consultations effectuées durant le deuxième trimestre 2001

Date	Consultation	Nombre de participants	Lieu
9 Avril 2001	Vidéo conférence avec l'équipe du projet de la Banque Mondiale (information/communication dans le cadre du projet)	7	N'Djaména
Du 10 au 15 Avril 2001	Mission du Groupe Consultatif International (AIG)	15	N'Djaména
13 Avril 2001	Vidéo conférence avec l'équipe du projet de la Banque Mondiale (progrès relatif aux activités du projet)	14	N'Djaména
23 Avril 2001	Vidéo conférence avec l'équipe du projet de la Banque Mondiale (mobilisation personnel du projet et progrès relatif aux activités)	11	N'Djaména
Du 1 au 17 Mai 2001	Mission d'experts Banque Mondiale – Hannachi Morsli	16	N'Djaména
Du 21 au 30 Mai 2001	Présence sur site du Superviseur du CTNSC	20	Zone du Projet
5 Juin 2001	Réunion Coordination Nationale/CTNSC	10	N'Djaména
Du 6 au 9 Juin 2001	Mission du Panel d'experts Banque Mondiale ECMG relative au suivi du projet	9	N'Djaména et Zone du Projet
Le 11 Juin 2001 et le 18 Juin 2001	Réunion de travail avec l'équipe de l'AEDE concernant leur mission d'études sur la Gestion Durable des Forêts	5	N'Djaména
Le 11 Juin 2001	Réunion CTNSC / PNUD – Perspectives d'appui aux activités environnementales du projet et particulièrement au FACIL	6	N'Djaména

Réunions et communication

20 Juin 2001	Réunion CTNSC/AEDE/ESSO Convention AEDE et demande de Facilités d'accès à la documentation de ESSO	5	N'Djaména
Le 12 Juin 2001	Réunion du CTNSC – Information sur l'évolution du Projet	11	N'Djaména
Le 15 Juin 2001	Réunion CTNSC/DED – Evolution des activités du FACIL et information sur le Projet BAOBAB.	4	N'Djaména
Le 18 Juin 2001	Réunion CTNSC/AEDE – Séance de restitution de la Mission Technique AEDE	5	N'Djaména
Le 20 Juin 2001	Réunion de Préparation de la revue du porte feuille IDA à la Cellule Economique	22	N'Djaména
Le 20 Juin 2001	Réunion CTNSC/AEDE/ESSO – Recherche documentaire et d'information pour la bonne exécution de l'étude sur la gestion durable des ressources forestières dans la zone pétrolière	5	N'Djaména
21 Juin 2001	Réunion CTNSC Examen des PGE de David Terrassement et information des membres du CTNSC sur l'évolution du projet	10	N'Djaména
25 Juin 2001	Réunion Coordination Nationale /CTNSC/DP Coordination des composantes du projet	14	N'Djaména
26 Juin 2001	Réunion du Groupe ad hoc chargé de la présélection du personnel CTNSC sur site	9	N'Djaména
27 Juin 2001	Réunion CTNSC/Direction PGE ESSO Situation du projet	3	N'Djaména
28 Juin 2001	Réunion CTNSC/RENATO- Expert Banque Mondiale sur le FACIL	3	N'Djaména

SUIVI ET CONTROLE DU PROJET PETROLIER DE DOBA

Les conditions préalables au démarrage de cette activité de suivi et de contrôle sont :

- la sélection du personnel national et international, et
- la mise à disposition des locaux nécessaires.

1. - Sélection du personnel national

La note de service N° 010/MEE/CAB/2001 du 6 avril 2001 a mis en place un Groupe ad hoc chargé de la sélection du personnel du secrétariat exécutif du CTNSC/siège. Mais, compte tenu de la période de campagne électorale pour les présidentielles, les séances de sélection n'ont pas pu être entamées aussitôt.

Pour tenir compte de l'urgence de rendre opérationnelle la supervision sur site, la note de service N°13/MEE/CAB/2001 du 22 juin 2001 a mis en place un groupe ad hoc chargé de la sélection du personnel sur site. Ce groupe s'est immédiatement mis au travail pour :

- fixer les critères et les notations de sélection ;
- décider de la relance d'un communiqué afin de demander aux candidats de confirmer leur disponibilité ;
- examiner les 18 dossiers déjà confirmés pour le poste d'experts en biophysique.

Les séances de travail du groupe ad hoc pour la supervision sur site vont se poursuivre pour la sélection de l'expert en santé et sécurité et/ou de l'agent de l'assistant comptable, de l'opérateur informatique et de la secrétaire de direction.

Pour ce qui est du Secrétariat Exécutif du CTNSC, la sélection concernera le responsable de passation des marchés, le responsable de suivi évaluation, les trois (3) techniciens documentalistes et cartographes.

Pour ce qui est du personnel de la cellule technique de gestion du FACIL, conformément aux dispositions du manuel de procédures, un comité de sélection doit être mis en place de manière consensuelle entre le CTNSC et les organisations non gouvernementales. Dans ce sens un avis de non objection pour la désignation d'un expert national a été adressée à la Banque Mondiale.

Il est important de noter que lors des travaux du groupe ad hoc chargé de la sélection du personnel sur site, le problème de la démission de la fonction publique exigée par la Banque Mondiale a été abordé.

2. - Assistance Technique Internationale

Des experts individuels ont fait acte de candidature pour les services d'assistance technique auprès du Secrétariat Exécutif et du Superviseur sur site du CTNSC et seront interviewés dans les jours à venir. Dans le cas d'une interview satisfaisante, les contrats seront signés rapidement afin que ces derniers soient en place courant Octobre 2001.

Suite aux expressions d'intérêt reçues dans le cadre du récent avis relatif au service de panel d'experts, un avis d'appel d'offres sera préparé par le CTNSC et soumis pour avis de non objection à la Banque Mondiale en Octobre 2001.

3. – Mise à disposition des locaux nécessaires

Les travaux de rénovation à N'Djaména des bâtiments de la Coordination Nationale et du CTNSC sont terminés. La réception définitive des travaux est prévue au cours du mois de Septembre 2001.

Concernant la présence sur site, les responsables tchadiens du projet sont en discussion avec ESSO Tchad pour l'octroi des facilités ci-dessous sur site au profit du personnel du CTNSC et la Direction du Pétrole dans les meilleurs délais possibles :

Phase I (1^{er} avril 2001- 30 mars 2002)

- Accès à la cantine et à l'infirmerie des représentants du CTNSC et de la Direction du Pétrole dans les mêmes conditions que les employés du Consortium.
- Accès aux moyens de transport réguliers entre N'Djaména et Komé dans la limite des places disponibles.
- 5 bureaux meublés
- 1 salle de réunion meublée
- 4 chambres meublées
- Eau, électricité, téléphone, radio.

Phase II (1^{er} avril 2002- 30 mars 2006)

- 5 bureaux meublés
- Eau, électricité, téléphone, radio, pour un effectif maximal de 12 personnes occupant un bâtiment construit par l'État à proximité immédiate des installations du Consortium.

SUIVI DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DU PROJET PETROLIER

Mise en conformité et situations de non conformité de l'environnement relevées durant le trimestre

Situations de non conformité

L'objectif principal de la surveillance de l'environnement est l'observation des conditions du site et des activités de travail, afin de :

- vérifier et démontrer la conformité aux exigences environnementales, ou
- identifier et étayer les situations de non conformité existantes ou potentielles et mettre en œuvre des mesures correctives.

Les initiatives de conformité au PGE renvoient à une situation et/ou circonstance qui n'est pas encore une situation de non conformité, mais qui pourrait devenir une situation de non conformité si elle n'est pas traitée de manière satisfaisante. De plus, une initiative de conformité au PGE est une activité et/ou une démarche qui augmente le niveau de performance global du projet. Telle que définie, une initiative environnementale de conformité au PGE correspond à :

- un incident presque arrivé eu égard aux prévisions et/ou exigences environnementales du projet ; ou
- une bonne idée qui participe à l'amélioration continue de la performance globale du projet.

Dans le cadre des activités des contracteurs David Terrassement et Sub Sahara Services, le nombre cumulé de situations de non conformité environnementale relevés jusqu'à la fin du premier trimestre 2001 se présentent comme suit :

Niveau I	Niveau II	Niveau III	Total
111	20	0	131

Situation de non conformité de niveau 1 : 111

La situation de non conformité de niveau 1 est définie comme étant toute situation de non conformité ne cadrant pas avec les dispositions d'origine, mais n'étant pas considérée comme une menace immédiate à une ressource identifiée.

Des problèmes de niveau 1 se répétant peuvent se transformer en problèmes de niveau II s'ils ne sont pas traités de manière adéquate.

Situation de non conformité de niveau II : 20

La situation de non conformité de niveau II est définie comme étant une situation de non conformité qui n'a pas encore entraîné de dommages clairement identifiés ou n'a pas encore eu d'impact irréversible sur une ressource sensible ou importante, mais qui nécessite la mise en œuvre de mesures correctives rapides et une attention particulière sur le site, afin de prévenir de telles conséquences.

Des problèmes de niveau II se répétant peuvent se transformer en problèmes de niveau III s'ils ne sont pas traités de manière adéquate.

Situation de non conformité de niveau III : 0

La situation de non conformité de niveau III est définie comme étant une situation de non conformité particulièrement critique, comprenant généralement des dommages constatés à une ressource spécifiquement protégées ou la perspective raisonnable de dommages imminents.

Le Projet n'a pas connu de situations de non conformité critique (Niveau III) qui aurait pu entraîner l'endommagement des ressources spécifiques protégées ou donner lieu à des dommages probables imminents. Seuls des situations de non conformité de niveaux 1 et 2 ont été relevées par les responsables PGE du projet et elles ont toutes été ou sont actuellement prises en charge par le projet. Les domaines dans lesquels ces situations ont été identifiées sont les suivants :

- inadéquate gestion des déchets,
- utilisation de matériaux non conformes (latérite, gravier, etc.),
- travail effectué en dehors des zones autorisées,
- matériel sub-standard ou engins en mauvaise condition,
- entretien ou manipulation du matériel non adéquat,
- insuffisance du suivi du PGE par le contracteur,
- manque de formation en Hygiène, Sécurité, Environnement (HSE),
- socio-économie.

SUIVI DES IMPACTS SOCIAUX DU PROJET PETROLIER

Sécurité des populations

Dans le souci de réduire les risques de l'environnement routier, un plan de sécurité routière village par village a été lancé. L'objectif de ce plan est de réduire les possibilités d'accidents en se concentrant sur les villages où la population est la plus exposée.

Des équipes de sécurité ont déjà commencé à travailler dans les villages situées le long des routes empruntées par le projet. Chaque village reçoit une formation sur la sécurité routière au moyen de réunions et de posters.

Des directives de sécurité ont été aussi données à l'attention des conducteurs. Ils exigent pour les conducteurs autorisés, des protocoles de formation, des règles de sécurité, des procédures de signification d'accident. Ils établissent également des mesures disciplinaires, ainsi qu'un programme de récompense et de reconnaissance pour les conducteurs enregistrant de bonnes performances.

Compensation des riverains (champs pétroliers et oléoduc)

Le jalonnement de l'axe de la route améliorée allant de Komé à la frontière Tchado-Camerounaise, au niveau de la rivière M'Béré a été entièrement fait. Les compensations à plusieurs endroits le long de cette route ont déjà été versées. Après la modification de conception de la route, certains villages ont été contournés.

Pour l'emprise du pipeline au Tchad, les compensations ont toutes été versées.

Les emplacements des parcs de stockage et des chantiers ont été étudiés et les usagers de terrains ont été aussi identifiés en préparation au processus de compensation.

Pour les emplacements de forages, le paiement des compensations en espèces a aussi débuté afin de permettre aux contracteurs de ESSO de commencer leur construction.

Les utilisateurs de terrains qui se trouvent sur les sites de différentes carrières de latérites, de sable et de gravier ont été aussi indemnisés.

Le montant total des paiements en espèces pour la compensation des riverains a atteint environ 300 Millions de F.CFA pour ce trimestre.

Sécurité des travailleurs nationaux travaillant pour le Consortium

Une seule agression à l'endroit d'un employé du projet a été enregistrée.

Depuis le début de l'enregistrement statistique de la sécurité du Projet, le taux d'incidents total enregistré (TITE) est de 0,32 pour 200.000 heures de travail et le taux d'incident ayant entraîné des arrêts de travail (TIAT) est de 0,04 pour 200.000 heures de travail.

Consultations avec les villageois, la société civile et les autorités locales

Les consultations effectuées lors de ce trimestre ont essentiellement porté sur la question de déviation de la route ainsi que sur le processus de compensation par étape. Les partenaires du Projet sont préoccupés par le fait que le tracé actuel de la route pourrait présenter des problèmes de sécurité, créer des nuisances, exiger l'abattage de nombreux arbres à forte valeur et entraîner la délocalisation de certaines structures existantes qui ont été construites près de l'emprise routière et parfois même sur cette emprise.

Les agents de liaison et de contact avec les communautés locales effectuent des visites régulières auprès des villages situés dans la zone des champs pétroliers, le long du tracé du pipeline et dans la zone de l'amélioration de la route. Ils tiennent des réunions sur les compensations et participent aux séances de recrutement dans les villages.

INTERVENTION RAPIDE D'AMELIORATION DES INFRASTRUCTURES ET AUTRES MESURES

Etude de planification urbaine de Doba, Bébédjia et Moundou

Pour cette étude, le CTNSC entamera des négociations avec le Groupe Huit durant le mois de septembre 2001 en vue de la signature du contrat et du démarrage des activités en Octobre 2001. Il fera parvenir à la Banque Mondiale les copies conformes du contrat dès sa signature.

Construction de marchés publics, d'abattoirs et d'un marché aux bestiaux (à Doba et Bébédjia)

Les demandes de proposition sont en cours d'évaluation pour une proposition d'attribution.

Assainissement eaux pluviales et collecte d'ordures (Doba et Bébédjia)

Le CTNSC entamera avant la fin du mois de septembre 2001 les négociations du contrat avec le BEGRS et fera parvenir à la banque Mondiale les copies conformes du contrat dès sa signature. Le démarrage des travaux d'études est prévu pour Octobre 2001.

Renforcement de la production d'eau potable (Doba)

L'extension du réseau d'eau potable pour la ville de Doba est prévue après que l'étude de planification urbaine de Doba soit terminée et que la municipalité ait approuvé les périmètres d'extension urbains à desservir. Mais, le creusement et l'équipement du nouveau forage de Doba a été regroupé avec le projet de forages ruraux dont l'ouverture des offres se déroulera le 3 septembre 2001.

Campagne de forages ruraux

Le projet consiste à réaliser 30 forages équipés avec une station motorisée à Doba. Un projet de convention CTNSC/DH sera signé dans les jours à venir en vue de confier la supervision des travaux d'animation villageoise à la Direction de l'Hydraulique qui est déjà responsable dans la zone pétrolière du programme d'hydraulique villageoise en zone soudanienne, à la place du BCEOM.

Le CTNSC fera en sorte que le contrat de forage soit signé avant la fin septembre 2001 pour permettre aux foreurs de se mobiliser courant octobre 2001, immédiatement après la saison des pluies.

Campagne de prévention MST/SIDA

Suite à la convention signée en mai 2001, le PPLS devra finaliser son premier rapport d'analyse de la situation sur la zone du projet et produire immédiatement un plan d'actions afin que les campagnes de sensibilisation puissent commencer courant Octobre 2001.

Promotion de la gestion durable des forêts

Une mission AEDE d'identification s'est rendue sur le terrain et va bientôt produire son premier rapport d'avancement et d'impact de l'immigration, de la construction de la route et des installations du champs pétrolier sur le développement des forêts dans la zone pétrolière. Ce plan sera discuté en atelier avec la société civile de la zone puis envoyé à la Banque Mondiale pour observations et avis de non objection.

Fonds d'Actions Concertées et d'Initiatives Locales (FACIL)

Le CTNSC organisera courant septembre 2001 la cérémonie officielle de prise de fonction du Comité de Pilotage. Après son installation, le Comité de Pilotage procédera à la sélection du personnel de la Cellule de Gestion du FACIL et examinera les premières demandes de financement enregistrées jusqu'à ce jour.

L'Assistance Technique de la DED est déjà sur place à Bébdjia. Elle est représentée par l'expert principal M.Juergen Weber qui sera rejoint par M.Zomadi.

Plan de Développement Régional (PDR)

Le choix du consultant devant exécuter l'étude est déjà fait et des négociations sont en cours pour la signature du contrat avec ACODE.

RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU CTNSC

Recrutement des agents du CTNSC

Au vu du bon déroulement des séances de présélection des candidats aux postes techniques et administratifs du Secrétariat Exécutif du CTNSC, le recrutement du personnel du CTNSC sera effectif en Octobre 2001.

Formation des agents du CTNSC

Un programme sera établi avec le recrutement de l'assistance technique au CTNSC pour lequel des candidatures individuelles sont en cours de considération pour une interview.

Réhabilitation et extension des bureaux

Les travaux de rénovation des bâtiments de la Coordination Nationale et du CTNSC sont terminés et la réception définitive des travaux est prévue pour septembre 2001.

Pour ce qui est de la construction neuve (extension), les offres sont en cours d'évaluation pour une proposition de contrat.

Un contrat d'assurance responsabilité civile pour les bâtiments abritant la Coordination Nationale et le CTNSC est en cours de signature avec la STAR Nationale.

Equipement des bureaux, matériels informatiques et véhicules

Une partie des équipements de bureaux, matériels informatiques est livrée. Le reste des besoins est en cours de finalisation pour soumission à la Banque Mondiale dans le but de lancer un dossier complet d'appel d'offres.

Assistance technique au CTNSC

Des consultants individuels ont fait acte de candidature pour les services d'assistance technique auprès du Secrétaire exécutif et du Superviseur sur site du CTNSC. Ils seront interviewés courant septembre 2001 afin que les consultants retenus soient en place courant octobre 2001.

Panel Consultatif International

Suite aux expressions d'intérêt reçues en avril 2001, des firmes spécialisées en gestion de l'environnement ont été listées aux fins d'une pré qualification.

Le CTNSC préparera un dossier d'appel d'offres pour soumission à la Banque Mondiale en octobre 2001.

Système d'information de gestion de l'environnement (EMIS)

Suite aux expressions d'intérêt reçues en avril 2001, des firmes spécialisées en système informatisé de gestion de l'environnement ont été listées aux fins d'une pré qualification.

Le CTNSC préparera un dossier d'appel d'offres pour soumission à la Banque Mondiale en octobre 2001.

Réponse en cas de déversement d'hydrocarbures

Elle est programmée être mise en œuvre dès la mobilisation des consultants du CTNSC.

Suivi socio-démographique des populations

Un projet de convention sera signé avec l'ATEB courant septembre 2001 aux fins de débiter les premières enquêtes en octobre 2001.

RENFORCEMENT DE LA CAPACITE INSTITUTIONNELLE DE LA DIRECTION DU PETROLE

Experts en Ingénierie et Pétrole

Les termes de référence sont en cours de finalisation

Conseillers Juridiques et Financiers

L'avis de non objection de la Banque Mondiale à la lettre d'invitation est donné le 16 mai 2001.

Auditeurs des partenaires privés et étude sur le prix du brut

La Direction du Pétrole entamera des négociations de contrat avec Arthur Anderson après qu'elle ait fini les négociations du contrat d'audit et cela avant Octobre 2001.

APPUI OPERATIONNEL A LA COORDINATION NATIONALE

Le niveau de l'ampleur de l'appui à la Coordination Nationale est en cours de définition.

COMMUNICATION

Information et Sensibilisation des Populations sur la Migration

Un programme est en cours d'élaboration conjointement avec la Banque Mondiale.

Autres Actions de Consultation et de Communication

Les actions de consultation et de communication publiques font partie du processus de conception du projet. Ce processus se poursuit encore aujourd'hui, au moment même où le projet se prépare à entamer la construction des installations des champs pétroliers et du pipeline.

Le Projet s'est engagé à diffuser des informations au public à travers un magazine bilingue qui sera distribué auprès du public deux ou trois fois par an et des rapports trimestriels qui seront publiés sur le site Web du projet www.essochad.com.

GESTION DU SECTEUR PETROLIER

Cette activité de suivi et de contrôle vise à s'assurer de la bonne mise en œuvre des activités de renforcement de la capacité institutionnelle à gérer le développement futur de l'ensemble du secteur pétrolier tchadien. Les autorités tchadiennes souhaitent renforcer leurs capacités dans les domaines suivants : (i) cadre réglementaire applicable à la mise en valeur des ressources pétrolières, notamment pour ce qui concerne la nécessité de veiller au déroulement écologiquement et socialement rationnel de ces activités ; (ii) formation et assistance technique à la Direction du Pétrole pour la gestion de sa base de données pétrolières ; et (iii) capacité de négociation avec les investisseurs potentiels. En outre, la Direction du Pétrole, qui est responsable de ces activités, doit bénéficier d'un appui logistique, notamment sous forme d'équipements. Il est en particulier nécessaire de conserver soigneusement les données et les informations géologiques et géophysiques dans un lieu à l'abri des variations climatiques. Cette composante « gestion du secteur pétrolier » comporte deux sous-composantes : (i) établissement d'un cadre réglementaire précisant, entre autres, les règles environnementales régissant la recherche et la production pétrolières au Tchad ; et (ii) l'élaboration d'un système de gestion des informations du secteur pétrolier, accompagnée d'un soutien opérationnel.

La gestion du secteur pétrolier n'a pas effectivement démarré par ce que l'équipe en charge de son exécution est en train d'être mise en place.

REGLEMENTATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DU SECTEUR PETROLIER

En cours de considération

SYSTEME DE GESTION DES INFORMATIONS DU SECTEUR PETROLIER

En cours de finalisation.